



**PRÉFET
DES YVELINES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale et
interdépartementale de
l'environnement, de l'aménagement et
des transports d'Île-de-France**

Unité départementale des Yvelines
35 rue de Noailles
Bâtiment B1
78000 Versailles

Versailles, le 18/02/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 19/01/2026

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

TRANSPORTS MENTRE (carrière)

3 chemin du puits à loup
78340 Les Clayes-Sous-Bois

Références : -
Code AIOT : 0006508545

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 19/01/2026 dans l'établissement TRANSPORTS MENTRE (carrière) implanté Les Bois de Cuisy 78550 Bazainville. L'inspection a été annoncée le 13/01/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection, annoncée à l'exploitant, a été réalisée dans le cadre d'une action régionale consistant à contrôler l'avancement des mises en conformité pour des exploitations ayant fait l'objet de mises en demeure ou de sanctions administratives lors de précédentes visites d'inspection.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- TRANSPORTS MENTRE (carrière)

- Les Bois de Cuisy 78550 Bazainville
- Code AIOT : 0006508545
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Carrière de sables

Contexte de l'inspection :

- Suite à mise en demeure

Thèmes de l'inspection :

- AR - 2

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Plan de gestion	Arrêté Ministériel du 12/09/1994, article 16bis	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Levée de mise en demeure, Demande d'action corrective	3 mois
2	registre national des déchets, terres excavées et sédiments (RNDTS)	Code de l'environnement du 25/03/2021, article R541-43-1 II et R541-43 II	Avec suites, Mise en demeure, déchets, Mise en demeure, respect de prescription	Levée de mise en demeure, Demande d'action corrective	3 mois
3	Situation administrative	Arrêté Préfectoral du 30/03/2004, article I-2 et II-2	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Demande d'action corrective	3 mois
9	Nouveau piézomètre aval suite à destruction de l'ancien ouvrage	Arrêté Ministériel du 11/09/2003, article 10	/	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
4	Extraction	Arrêté Préfectoral du 30/03/2004, article III-12	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Levée de mise en demeure
5	Constitution des garanties financières	Code de l'environnement du 06/07/2024, article R516-2 I	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Levée de mise en demeure
6	Contrôle piézométrique périodique de la nappe	Arrêté Préfectoral du 30/03/2004, article IV-3-3 et article 8	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Sans objet
7	Contrôle des niveaux sonores	Arrêté Préfectoral du 30/03/2004, article IV-7-1 et IV-7-4	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet
8	Registre terres excavés	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 7	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection constate que la majorité des demandes d'actions correctives et des dispositions relatives à l'arrêté de mise en demeure du 9 octobre 2024 imposées à l'issue de l'inspection inopinée du 16 juillet 2024 ont été suivies d'effet.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Plan de gestion

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/09/1994, article 16bis
Thème(s) : Risques chroniques, Plan de gestion
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> lors de la visite d'inspection du 16/07/2024 type de suites qui avaient été actées : Avec suites suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription date d'échéance qui a été retenue : 09/01/2025
Prescription contrôlée : <p>L'exploitant doit établir un plan de gestion des déchets d'extraction résultant du fonctionnement de la carrière. Ce plan est établi avant le début de l'exploitation, et a pour objectif de réduire la quantité de déchets en favorisant la valorisation matière, et de minimiser les effets nocifs en tenant compte de la gestion des déchets dès la phase de conception et lors du choix de la</p>

méthode d'extraction et de traitement des minéraux.

Le plan de gestion contient au moins les éléments suivants :

- la caractérisation des déchets et une estimation des quantités totales de déchets d'extraction qui seront stockés durant la période d'exploitation ;
- le lieu d'implantation envisagé pour l'installation de gestion des déchets et les autres lieux possibles ;
- la description de l'exploitation générant ces déchets et des traitements ultérieurs auxquels ils sont soumis ;
- en tant que de besoin, la description de la manière dont le dépôt des déchets peut affecter l'environnement et la santé humaine, ainsi que les mesures préventives qu'il convient de prendre pour réduire au minimum les incidences sur l'environnement ;
- la description des modalités d'élimination ou de valorisation de ces déchets ;
- le plan proposé en ce qui concerne la remise en état de « la zone » de stockage de déchets ;
- les procédures de contrôle et de surveillance proposées ;
- en tant que de besoin, les mesures de prévention de la détérioration de la qualité de l'eau et en vue de prévenir ou de réduire au minimum la pollution de l'air et du sol ;
- une étude de l'état du terrain de la zone de stockage susceptible de subir des dommages dus à « la zone » de stockage de déchets ;
- les éléments issus de l'étude de danger propres à prévenir les risques d'accident majeur en conformité avec les dispositions prévues par l'arrêté du 19 avril 2010 relatif à la gestion des déchets des industries extractives et applicable aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation et aux « zones de stockage de déchets d'extraction ».

Le plan de gestion est révisé par l'exploitant tous les cinq ans et dans le cas d'une modification apportée aux installations, à leur mode d'utilisation ou d'exploitation et de nature à entraîner une modification substantielle des éléments du plan. Il est transmis au préfet.

Art.1 de l'arrêté de mise en demeure du 9 octobre 2024

La société TRANSPORTS MENTRE, dont le siège social est situé au 3 chemin du Puits à Loup aux Clayes-sous-Bois (78340), est mise en demeure pour sa carrière implantée aux Bois de Cuisy à Bazainville (78550) de respecter les prescriptions de l'article 16bis de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 dans un délai de trois mois en établissant un plan de gestion des déchets d'extraction résultant du fonctionnement de la carrière.

Constats :

L'exploitant a transmis le 08/01/2026 (courrier recommandé reçu le 12/01/2026) un plan de gestion des déchets d'extraction répondant de façon minimaliste aux attentes de l'article 16bis de l'arrêté ministériel du 22/09/1994 modifié. Les déchets d'extraction mentionnés sont les terres végétales pour un volume maximal en stock de 5000 m³ et les stériles de découverte pour un volume maximal de 10000 m³. Ce plan de gestion mentionne également jusqu'à 15000 m³ de déchets inertes externes à l'exploitation pour remblaiement du vide de fouille, alors que pourtant l'exploitant indique à l'équipe d'inspection que les apports extérieurs (hors bétons) sont quasi immédiatement mis en remblais.

L'équipe d'inspection fait remarquer à l'exploitant que ce document ne précise pas le lieu

d'implantation envisagé pour la zone de stockage des déchets et les autres lieux possibles.
 L'exploitant présente un plan de géomètre établi au 17/12/2025 permettant de distinguer :

- N°1 : tas de terre de 9325 m3,
- N°2 : tas de terre de 5470 m3,
- N°3 : tas de terre de 355 m3,
- N°4 : tas de terre de 1430 m3,
- N°5 : merlon de terre de 34500 m3,
- N°6 : merlon de terre de 8750 m3.

L'exploitant confirme qu'il s'agit en grande majorité (soit un volume de 59830 m3) de terres ou stériles issues de la carrière, les apports extérieurs restant marginaux.
 L'inspection constate que ce plan ne permet pas de distinguer les terres végétales des stériles de découverte.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection propose de lever la mise en demeure de respecter les prescriptions de l'article 16bis de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 (article 1 de l'arrêté de mise en demeure du 9 octobre 2024).

Il est néanmoins demandé à l'exploitant les actions correctives suivantes :

- d'intégrer dans son plan de gestion des déchets d'extraction un item dédié au lieu d'implantation pour la/les zone(s) de stockage de déchets inertes, avec une vision à minima à l'horizon des 5 prochaines années,
- de constater l'incohérence entre d'une part les volumes maximal en stock définis par le plan de gestion des déchets d'extraction (5000 m3 pour la terre végétale limité à 2 mètres et 10 000 m3 pour les stériles) et d'autre part les volumes réels stockés au 17/12/2025 (le total des zones N°1 à 6 représentant un volume de 59830 m3),
- le cas échéant, de modifier le plan de gestion des déchets d'extraction en cohérence avec la situation réelle, et en tant que de besoin, de solliciter simultanément une modification des prescriptions de son arrêté préfectoral d'autorisation.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Levée de mise en demeure, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : registre national des déchets, terres excavées et sédiments (RNDTS)

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 25/03/2021, article R541-43-1 II et R541-43 II

Thème(s) : Risques chroniques, registre national des déchets, terres excavées et sédiments (RNDTS)

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 16/07/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, déchets, Mise en demeure, respect de prescription
- date d'échéance qui a été retenue : 09/01/2025

Prescription contrôlée :

art. R541-43-1 II du code de l'environnement

II.-Le ministre chargé de l'environnement met en place une base de données électronique centralisée, dénommée " registre national des terres excavées et sédiments ", dans laquelle sont enregistrées les données transmises par les personnes produisant ou traitant des terres excavées et sédiments, y compris les personnes effectuant une opération de valorisation de terres excavées et sédiments et les personnes exploitant une installation de transit ou de regroupement de terres excavées et sédiments. Le registre national des terres excavées et sédiments et le registre national des déchets mentionné à l'article R. 541-43 peuvent constituer une unique base de données. Ces personnes transmettent par voie électronique au ministre chargé de l'environnement les données constitutives du registre mentionné au I. Cette transmission a lieu, au plus tard, le dernier jour du mois suivant l'expédition, la réception ou le traitement, y compris la valorisation, des terres excavées et sédiments, et chaque fois que cela est nécessaire pour mettre à jour ou corriger une donnée. Cette transmission se fait au moyen du télé-service mis en place par le ministre chargé de l'environnement ou par échanges automatisés de données selon les modalités définies par le ministre chargé de l'environnement.

art. R541-43 II du code de l'environnement

II.-Le ministre chargé de l'environnement met en place une base de données électronique centralisée, dénommée " registre national des déchets ", dans laquelle sont enregistrées les données transmises par les personnes suivantes : [...]

5° Les exploitants des installations dans lesquelles les déchets perdent leur statut de déchet selon les dispositions de l'article L. 541-4-3.

A compter du 1er janvier 2022, ces personnes transmettent par voie électronique au ministre chargé de l'environnement les données constitutives du registre mentionné au I. Cette transmission se fait au moyen du télé-service mis en place par le ministre chargé de l'environnement ou par échanges de données informatisées selon les modalités définies par le ministre chargé de l'environnement. Elle a lieu, au plus tard, sept jours après la production, l'expédition, la réception ou le traitement des déchets ou des produits et matières issus de la valorisation des déchets, et chaque fois que cela est nécessaire pour mettre à jour ou corriger une donnée.

Art. 2 de l'arrêté de mise en demeure du 9 octobre 2024

La société TRANSPORTS MENTRE, dont le siège social est situé au 3 chemin du Puits à Loup aux Clayes-sous-Bois (78340), est mise en demeure pour sa carrière implantée aux Bois de Cuisy à Bazainville (78550) de respecter les prescriptions des articles R541-43-1 II et R541-43 II du Code de l'environnement dans un délai de trois mois en déclarant ses registres des terres excavées acceptées sur l'établissement et sortant de l'établissement au registre national des terres et sédiments rétroactivement à compter du 1er janvier 2022, ainsi qu'en déclarant ses registres de déchets faisant l'objet d'une sortie du statut de déchet le cas échéant.

Constats :

L'exploitant a déclaré ses registres des terres excavées acceptées sur l'établissement au RNDTS rétroactivement de 01/2023 à 12/2024. La preuve de réalisation de cette obligation avait précédemment été transmise à l'inspection par courriels des 17 et 18/01/2025.

Pour l'année 2025, l'exploitant a effectué les déclarations sur Trackdéchets du 13/01/2025 au 16/10/2025 ; il indique à l'équipe d'inspection ne pas avoir reçu de terres extérieures pour mise en remblais depuis le 16/10/2025.

En revanche, l'équipe d'inspection constate :

- que les apports de terres extérieures de l'année 2022 n'ont pas été déclarées sur le RNDTS,
- que les déclarations au RNDTS et sur Trackdéchets sont établies avec le numéro SIRET du siège social de TRANSPORTS MENTRE (67980221500062) situé aux Clayes-sous-Bois et indique à l'exploitant qu'il convient néanmoins d'utiliser le numéro SIRET dédié de la carrière de Bazainville (67980221500047). En séance, l'exploitant a indiqué à l'équipe d'inspection qu'il ignorait l'existence de ce numéro SIRET, pourtant indiqué comme établissement actif depuis le 02/02/1990 au répertoire Sirene.

Par ailleurs, l'exploitant indique avoir renoncé à son activité de recyclage de terres végétales d'origine extérieure sur l'emprise de la carrière peu après l'inspection, vers octobre 2024 (objet du point de contrôle suivant). Il n'y a donc pas de registre sortant de terres excavées ou en sortie de statut de déchets à déclarer.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection propose de lever la mise en demeure de respecter les prescriptions des articles R541-43-1 II et R541-43 II du code de l'environnement (article 2 de l'arrêté de mise en demeure du 9 octobre 2024).

Néanmoins, l'inspection demande à l'exploitant de mettre en œuvre les actions correctives suivantes :

- déclarer sur Trackdéchets les terres excavées acceptées sur la carrière de Bazainville du 01/01/2022 au 31/12/2022,
- utiliser le numéro SIRET de l'établissement de Bazainville (67980221500047) comme numéro d'identification de l'établissement de destination dans toutes les futures déclarations Trackdéchets, et solliciter la rectification du numéro SIRET pour toutes les autres déclarations déjà établies sur le RNDTS ou Trackdéchets avec le numéro SIRET 67980221500062.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Levée de mise en demeure, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : Situation administrative

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/03/2004, article I-2 et II-2

Thème(s) : Situation administrative, Situation administrative

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 16/07/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription
- date d'échéance qui a été retenue : 09/01/2025

Prescription contrôlée :

Article I-2 : Rubriques de classement au titre des Installations classées

L'exploitation de cette carrière et de ses installations annexes de traitement relèvent des rubriques de la nomenclature des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement conformément au tableau ci-dessous :

Désignation de l'activité (ou de l'installation)	Rubrique de la nomenclature	Régime
Exploitation d'une carrière de sablon sur une superficie de 16 ha 39 a 48 ca	2510-1°	A
Broyage, concassage, criblage, ... de blocs de matériaux (stériles + matériaux de remblais), la puissance installée de l'ensemble des machines fixes concourant au fonctionnement de l'installation étant inférieure à 60 kW	2515- 2°	D

A = Autorisation D = Déclaration

Article II-2 : Modifications

Toute modification apportée par le demandeur à l'installation, à son mode d'utilisation ou à son voisinage, aux conditions d'exploitation ou de remise en état, et de nature à entraîner un

changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, doit être portée avant sa réalisation à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation.

art. R181-46 II du code de l'environnement

II. - Toute autre modification notable apportée aux activités, installations, ouvrages et travaux autorisés, à leurs modalités d'exploitation ou de mise en œuvre ainsi qu'aux autres équipements, installations et activités mentionnés au dernier alinéa de l'article L. 181-1 inclus dans l'autorisation doit être portée à la connaissance du préfet, avant sa réalisation, par le bénéficiaire de l'autorisation avec tous les éléments d'appréciation.

Art. 3 de l'arrêté de mise en demeure du 9 octobre 2024

La société TRANSPORTS MENTRE , dont le siège social est situé au 3 chemin du Puits à Loup aux Clayes-sous-Bois (78340), est mise en demeure pour sa carrière implantée aux Bois de Cuisy à Bazainville (78550) de respecter les prescriptions des articles I-2 et II-2 de l'arrêté préfectoral du 30 mars 2004 dans un délai de trois mois en déposant un dossier de modification des conditions d'exploitation de la carrière décrivant la plateforme de recyclage de matériaux (terres et bétons) ainsi que l'ensemble des aires dédiées au transit de produits minéraux ou de déchets inertes n'ayant jamais été portées à connaissance de l'administration dans un précédent dossier, ou de cesser cette activité.

Constats :

L'exploitant a écrit dans son courrier recommandé daté du 08/01/2026 avoir pris le parti de cesser l'activité de recyclage des terres végétales devant la complexité technique et calendaire du dossier.

En séance, l'exploitant indique que l'activité de criblage et de réception de terres végétales a été stoppée depuis octobre 2024 environ.

L'équipe d'inspection constate que l'activité de recyclage des bétons se poursuit, l'exploitant indique en séance que cette activité était connue et décrite dans un précédant dossier de l'exploitant, ce qui n'a cependant pas pu être vérifié.

L'emprise dédiée à cette seule activité n'étant pas susceptible d'excéder 5000 m², elle n'est pas redevable d'un classement sous la rubrique 2517.

En revanche, l'inspection constate que la machine de concassage des bétons acquise en 2010 par l'exploitant, présente une puissance de 186 kW, qui dépasse la valeur de 60 kW mentionnée à l'article I-2 de l'arrêté préfectoral du 30/03/2004.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

En l'absence de preuve de dépôt d'un dossier portant à la connaissance du préfet l'exploitation de la machine de concassage des bétons, avec proposition de mise à jour du classement ICPE, il est demandé à l'exploitant de régulariser cette situation. À cet effet, il doit porter à connaissance du préfet cette activité de recyclage des bétons et réaliser un bilan du classement sous la rubrique 2515 pour l'ensemble des machines présentes sur la carrière.

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : Extraction

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/03/2004, article III-12
Thème(s) : Autre, Extraction
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 16/07/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription • date d'échéance qui a été retenue : 09/02/2025
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'extraction est réalisée par chargeur positionné au pied du front, en 3 gradins minimum d'une hauteur maximale de 10 mètres. Les gradins sont séparés par des banquettes d'une largeur minimale de 10 mètres. Le sous-cavage est interdit.</p> <p><u>Art. 4 de l'arrêté de mise en demeure du 9 octobre 2024</u> La société TRANSPORTS MENTRE , dont le siège social est situé au 3 chemin du Puits à Loup aux Clayes-sous-Bois (78340), est mise en demeure pour sa carrière implantée aux Bois de Cuisy à Bazainville (78550) de respecter les prescriptions de l'article III-12 de l'arrêté préfectoral du 30 mars 2004 :</p> <ul style="list-style-type: none"> - sans délai, en interdisant et matérialisant l'interdiction d'accès à cette zone ; - dans un délai de quatre mois, en remettant en sécurité les fronts et banquettes effondrés dans des conditions météorologiques favorables.
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant explique que les gradins et banquettes de sable sont difficiles à stabiliser en raison de la nature du matériau, et que des glissements de terrain surviennent fréquemment lors de fortes précipitations. Il précise à l'équipe d'inspection qu'il n'y a pas d'enjeu à stabiliser l'ensemble des banquettes de la carrière sur lesquelles les engins n'ont pas vocation à circuler. L'équipe d'inspection constate que :</p> <ul style="list-style-type: none"> • dans la partie de la fosse où l'extraction de sables est en cours, depuis la voie de circulation, le gradin présente une hauteur inférieure à 10 mètres. • dans la partie de la fosse remblayée ou en cours de remblaiement, l'examen du plan topographique mis à jour le 17/12/2025 ne présente pas de pente supérieure à 45° sur toute projection horizontale de 10 mètres.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection propose de lever la mise en demeure de respecter les prescriptions de l'article III-12 de l'arrêté préfectoral du 30 mars 2004 (article 4 de l'arrêté de mise en demeure du 9 octobre 2024).

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 5 : Constitution des garanties financières

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 06/07/2024, article R516-2 I

Thème(s) : Situation administrative, Garanties financières

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 16/07/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription
- date d'échéance qui a été retenue : 09/12/2024

Prescription contrôlée :

I.- Les garanties financières exigées à l'article L. 516-1 résultent, au choix de l'exploitant :

- a) De l'engagement écrit d'un établissement de crédit, d'une société de financement, d'une entreprise d'assurance ou d'une société de caution mutuelle ;
- b) D'une consignation entre les mains de la Caisse des dépôts et consignations ;
- c) (Supprimé) ;
- d) D'un fonds de garantie privé, proposé par un secteur d'activité et dont la capacité financière adéquate est définie par arrêté du ministre chargé des installations classées ; ou
- e) De l'engagement écrit, portant garantie autonome au sens de l'article 2321 du code civil, de la personne physique, où que soit son domicile, ou de la personne morale, où que se situe son siège social, qui possède plus de la moitié du capital de l'exploitant ou qui contrôle l'exploitant au regard des critères énoncés à l'article L. 233-3 du code de commerce. Dans ce cas, le garant doit lui-même être bénéficiaire d'un engagement écrit d'un établissement de crédit, d'une société de financement, d'une entreprise d'assurance, d'une société de caution mutuelle ou d'un fonds de garantie mentionné au d ci-dessus, ou avoir procédé à une consignation entre les mains de la Caisse des dépôts et consignations.

Lorsque le siège social de la personne morale garante n'est pas situé dans un Etat membre de l'Union européenne ou dans un Etat partie à l'accord sur l'Espace économique européen, le garant doit disposer d'une agence, d'une succursale ou d'une représentation établie en France. L'exploitant de plusieurs installations répondant aux dispositions de l'article L. 515-36 peut mutualiser les garanties financières exigées au titre du 3° de l'article R. 516-1. Un arrêté conjoint du ministre chargé de l'économie et du ministre chargé des installations classées fixe les modalités de constitution de la garantie financière mutualisée entre établissements, y compris à la suite d'un appel partiel ou total de celle-ci, ainsi que les modalités de sa révision en cas de modification affectant l'une des installations couvertes par cette garantie mutualisée.

Art. 5 de l'arrêté de mise en demeure du 9 octobre 2024

La société TRANSPORTS MENTRE, dont le siège social est situé au 3 chemin du Puits à Loup aux

Clayes-sous-Bois (78340), est mise en demeure pour sa carrière implantée aux Bois de Cuisy à Bazainville (78550) de respecter les prescriptions de l'article R516-2 I du Code de l'environnement dans un délai de deux mois en constituant les garanties financières nécessaires et en transmettant le document mentionné au III de l'article R516-2 du code de l'environnement. Dans l'hypothèse où le montant figurant sur le document attestant la constitution des garanties financières est inférieur au montant mentionné à l'article V-1 de l'arrêté préfectoral du 30 mars 2004 et actualisé selon les modalités prévues à l'article 3 de l'arrêté ministériel du 9 février 2004 modifié, l'exploitant transmet également les éléments mentionnés à l'annexe II de l'arrêté ministériel du 9 février 2004 modifié. à défaut de satisfaire à l'obligation de constitution des garanties financières dans le délai imparti, l'activité sera alors suspendue conformément à l'article V-5 de l'arrêté préfectoral du 30 mars 2004.

Constats :

Par courriel du 02/04/2025, l'exploitant a transmis une copie de l'acte de cautionnement de la garantie financière d'un montant de 300000 euros pour la période du 13/01/2021 au 12/01/2031. Le document avec l'original du cachet de la banque a été remis en main propre à l'équipe d'inspection lors de la visite d'inspection du 19/01/2026.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection propose de lever la mise en demeure de respecter les prescriptions de l'article R516-2 I du code de l'environnement (article 5 de l'arrêté de mise en demeure du 9 octobre 2024).

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 6 : Contrôle piézométrique périodique de la nappe

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/03/2004, article IV-3-3 et article 8

Thème(s) : Risques chroniques, Contrôle piézométrique périodique de la nappe

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 16/07/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant
- date d'échéance qui a été retenue : 04/12/2024

Prescription contrôlée :

Article IV-3-3 de l'arrêté préfectoral du 30/03/2004

L'exploitant procède à un contrôle piézométrique de la qualité et du niveau de la nappe sur les points de contrôle définis à l'article III.4. du présent arrêté, sur les paramètres et avec fréquence suivants :

- pH à 20°C analyse semestrielle
- Conductivité analyse semestrielle
- Hydrocarbures analyse semestrielle

- DCO (Demande Chimique en Oxygène) analyse semestrielle
- molybdène analyse semestrielle
- sulfates analyse semestrielle

Article 8 de l'arrêté du 11 septembre 2003 portant application du décret n° 96-102 du 2 février 1996 et fixant les prescriptions générales applicables aux sondage, forage, création de puits ou d'ouvrage souterrain

Pour les sondages, forages, puits et ouvrages souterrains qui sont conservés pour prélever à titre temporaire ou permanent des eaux souterraines ou pour effectuer leur surveillance, il est réalisé une margelle bétonnée, conçue de manière à éloigner les eaux de chacune de leur tête. Cette margelle est de 3 m² au minimum autour de chaque tête et 0,30 m de hauteur au-dessus du niveau du terrain naturel. Lorsque la tête de l'ouvrage débouche dans un local ou une chambre de comptage, cette margelle n'est pas obligatoire ; dans ce cas, le plafond du local ou de la chambre de comptage doit dépasser d'au moins 0,5 m le niveau du terrain naturel.

La tête des sondages, forages, puits et ouvrages souterrains s'élève au moins à 0,5 m au-dessus du terrain naturel ou du fond de la chambre de comptage dans lequel elle débouche. Cette hauteur minimale est ramenée à 0,2 m lorsque la tête débouche à l'intérieur d'un local. Elle est en outre cimentée sur 1 m de profondeur compté à partir du niveau du terrain naturel. En zone inondable, cette tête est rendue étanche ou est située dans un local lui-même étanche.

Un capot de fermeture ou tout autre dispositif approprié de fermeture équivalent est installé sur la tête du sondage, forage, puits ou ouvrage souterrain conservé pour prélever à titre temporaire ou permanent des eaux souterraines ou pour effectuer leur surveillance. Il doit permettre un parfait isolement du sondage, forage, puits ou ouvrage souterrain des inondations et de toute pollution par les eaux superficielles. En dehors des périodes d'exploitation ou d'intervention, l'accès à l'intérieur du sondage, forage, puits, ouvrage souterrain est interdit par un dispositif de sécurité.

Constats :

Rappel des constats et demandes à l'issue de la précédente inspection du 16/07/2024 :

Les analyses sont réalisées par un laboratoire avec une accréditation COFRAC, mais dont la portée de cette accréditation ne couvre pas les échantillonnages d'eaux souterraines. De plus, l'exploitant a précisé qu'il procède lui-même aux échantillonnages d'eaux souterraines, mais sans pouvoir justifier des compétences techniques spécifiques nécessaires à cette tâche et de la conformité à une méthodologie de prélèvement de référence (par exemple : FDT 90-523-3, NFX31-615...). En particulier les inspecteurs ont constaté l'absence de rédaction d'une fiche de prélèvement et l'absence de mesure des niveaux piézométriques lors des prélèvements.

L'inspection demande à l'exploitant de justifier de sa méthode de prélèvement et de conditionnement des échantillons envoyés au laboratoire pour analyse.

De plus, en application de l'article II-3 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 30 mars 2004, l'inspection demande à l'exploitant de faire procéder à un prélèvement avec analyses des eaux souterraines par un laboratoire agréé ou accrédité COFRAC sous un délai de 3 mois, pour vérification des paramètres mentionnés à l'article IV-3-3 de l'arrêté préfectoral, ainsi que pour mesure des niveaux piézométriques.

Par ailleurs, tant que l'exploitant ne peut justifier auprès de l'inspection de la conformité du prélèvement et du conditionnement des échantillons conformément aux méthodes normalisées en vigueur, l'inspection demande à l'exploitant de faire réaliser au moins une fois par an le prélèvement (incluant, le cas échéant, une purge préalable des ouvrages), le conditionnement et l'analyse des échantillons d'eau conformément aux méthodes normalisées en vigueur en

s'assurant que chacun des acteurs de la chaîne de prélèvement et d'analyse est agréé ou accrédité par le Comité français d'accréditation. La mesure de l'altitude du niveau piézométrique (ou niveau de la nappe) devra également être réalisée à cette occasion afin d'identifier l'amont et l'aval hydraulique.

Constats lors de l'inspection du 19/01/2026 :

Le 03/06/2025 la carrière a fait l'objet d'un contrôle inopiné à l'initiative de la DRIEAT au cours duquel des prélèvements et analyses des eaux souterraines ont été effectués sur les 3 piézomètres par un laboratoire agréé mandaté par la DRIEAT, aux frais de l'exploitant. L'exploitant a indiqué avoir retenu ce même laboratoire agréé pour la réalisation du suivi régulier des eaux souterraines du site.

Lors de l'inspection, l'exploitant remet en main propre à l'équipe d'inspection le bilan annuel d'exploitation pour l'année 2025, comprenant les résultats de prélèvements réalisés le 11/12/2025 sur les 3 piézomètres. Les prélèvements ont été réalisés sous accréditation COFRAC, conformément à la méthodologie FDT 90-523-3, et les fiches de prélèvement correspondantes sont jointes au dossier.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Contrôle des niveaux sonores

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/03/2004, article IV-7-1 et IV-7-4

Thème(s) : Risques chroniques, Contrôle des niveaux sonores

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 16/07/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : 04/12/2024

Prescription contrôlée :

Les émissions sonores de l'installation n'engendrent pas une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau ci-après, dans les zones à émergence réglementée, telles que définies à l'article 2 de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 (JO du 27 mars 1997) :

Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergences réglementées (incluant le bruit de l'établissement)	Émergence admissible de 7 h à 22 h sauf dimanche et jours fériés	Émergence admissible de 22 h à 7 h dimanches et jours fériés

Supérieur à 35 dB (A) mais inférieur ou égal à 45 dB (A)	6dB (A)	4dB (A)
Supérieur à 45 dB (A)	5dB (A)	3dB (A)

L'émergence est définie comme étant la différence entre les niveaux de pression continus équivalents pondérés A du bruit ambiant (établissement en fonctionnement) et du bruit résiduel (en l'absence des bruits générés par l'établissement).

Les niveaux de bruit à ne pas dépasser en limites de propriété de l'établissement, déterminés de manière à assurer le respect des valeurs d'émergences admissibles sont les suivants :

Emplacements	Niveau admissible en dB (A) Admissible en limite de propriété	Niveau admissible en dB (A) Admissible en limite de propriété
--------------	--	--

	Période diurne	Période nocturne
Limites du périmètre autorisé	60	50

L'exploitant fait réaliser tous les 3 ans et à ses frais, une mesure des niveaux d'émissions sonores par une personne ou un organisme qualifié selon une procédure et aux emplacements choisis après accord de l'inspection des installations classées.

Constats :

Rappel des constats et demandes à l'issue de la précédente inspection du 16/07/2024 :

L'exploitant a indiqué avoir réalisé la mesure de bruit "PREVENCEM" (inspection du travail) mais n'avait toujours pas fait procéder à une mesure de bruit conforme à l'arrêté du 23 janvier 1997.

L'exploitant doit respecter l'article IV-7-1 et IV-7-4 de l'arrêté préfectoral du 30 mars 2004 et effectuer un contrôle des émissions sonores de l'installation par une personne ou un organisme qualifié selon la méthodologie de l'arrêté du 23 janvier 1997.

Constats lors de l'inspection du 19/01/2026 :

L'exploitant a fait procéder à une mesure des niveaux sonores émis dans l'environnement selon l'arrêté du 23 janvier 1997 par l'APAVE du 11/06/2025 au 13/06/2025.

Les mesures de bruits en limite de propriété en période diurne ne dépassent pas 55,5 dB ; sont conformes à la limite autorisée.

A noter que le rapport APAVE compare le résultat à une limite de 70 dB (A), alors que la valeur limite imposée par l'arrêté préfectoral est fixée à 60 dB (A).

Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Registre terres excavés

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 7

Thème(s) : Risques chroniques, Registre terres excavés

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 16/07/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant
- date d'échéance qui a été retenue : 04/12/2024

Prescription contrôlée :

Les personnes effectuant un transit, un regroupement ou un traitement de terres excavées et sédiments ayant ou non le statut de déchet, y compris les personnes les valorisant, notamment en

remblayage, établissent et tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les lots de terres excavées et sédiments entrants.

Le registre des terres excavées et sédiments entrants contient au moins, pour chaque lot entrant, les informations suivantes :

a) Concernant la date d'entrée dans l'installation :

- la date de réception ;

b) Concernant la dénomination, nature et quantité :

- la dénomination usuelle des terres excavées et sédiments ;
- les données issues de l'analyse chimique des terres excavées et sédiments lorsque cette analyse est nécessaire pour valoriser ou éliminer les terres excavées et sédiments, ou lorsque ces données sont disponibles ;
- lorsque les terres excavées et sédiments ont le statut de déchet, le code déchet au regard de l'article R. 541-7 du code de l'environnement ;
- s'il s'agit de déchets POP au sens de la définition de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ;
- le cas échéant, le code du déchet mentionné aux annexes VIII et IX de la Convention de Bâle susvisée ;
- le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets mentionnés aux articles R. 541-45 du code de l'environnement ;
- la quantité de terres excavées et sédiments en tonne ou en m3 ;

c) Concernant l'origine et le transport des terres excavées et sédiments :

- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial des terres excavées et sédiments ;
- la ou les parcelles cadastrales du lieu de production des terres excavées et sédiments avec leurs identifications, ou, en cas de domaine non cadastré, l'identification précise du lieu géographique de production ;
- l'identifiant du terrain lorsque les terres ont été extraites d'un terrain placé en secteur d'information sur les sols au titre de l'article L. 125-6 ;
- la raison sociale et le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement expéditeur des terres excavées et sédiments ;
- l'adresse de prise en charge lorsqu'elle se distingue de l'adresse de l'établissement ;
- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du ou des transporteurs, et s'il y a lieu, leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement ;
- le cas échéant, la raison sociale et le numéro SIRET du courtier ou du négociant, et leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-56 du code de l'environnement, si les terres excavées ou les sédiments sont gérés par un courtier ou un négociant ;

d) Concernant l'opération de traitement :

- le code du traitement qui va être opéré selon les annexes I et II de la directive 2008/98/CE relative aux déchets. Lorsque les terres excavées et sédiments n'ont pas le statut de déchet, est choisi le code de traitement le plus approprié au vu de l'utilisation qui sera faite des terres excavées et sédiments ;
- lorsque les terres excavées et sédiments sont valorisés en remblayage, notamment dans le cadre d'un projet d'aménagement ou en lien avec des infrastructures linéaires de transport, ou dans le cadre d'une activité agricole au sens de l'article L. 311-1 du code rural et de la pêche maritime, les parcelles cadastrales de destination avec leur identification, ou, en cas de domaine non cadastré, l'identification précise du lieu géographique de valorisation ;
- le cas échéant, le numéro du document prévu à l'annexe VII du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ou le numéro de notification et numéro de saisie du document prévue à l'annexe I-B du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ;
- le cas échéant, le code de traitement mentionné à l'annexe IV de la Convention de Bâle susvisée.

Constats :

Rappel des constats et demandes à l'issue de la précédente inspection du 16/07/2024 :

Les informations présentes sur les bons de pesées (cf. fiche n°1) permettent théoriquement d'alimenter le registre. Toutefois, les registres n'ont pas pu être examinés au cours de la visite du fait du caractère inopiné de l'inspection et parce qu'ils se trouvent au siège de la société et non sur la carrière. L'exploitant a été invité à transmettre ou convenir d'un rendez-vous pour présenter les registres pour les terres excavées réceptionnées sur la carrière depuis le 01/01/2023 et les registres pour les terres valorisées en produits (sortie de statut de déchets) depuis le 01/01/2023, mais n'a pas donné suite à cette sollicitation.

L'inspection réitère la demande de transmission des registres depuis le 01/01/2023 à titre de justificatif ; en tout état de cause ils devront être déclarés au RNDTS rétroactivement au 01/01/2022.

Constats lors de l'inspection du 19/01/2026 :

L'exploitant présente à l'équipe d'inspection un classeur tenant lieu de registre pour la période de 01/2023 au 16/10/2025. Les informations présentes sur les terres excavées apportées sur la carrière sont : la date et heure, le nom de la société, l'immatriculation du véhicule, la quantité pesée sur pont-basculé, le chantier, la zone de remblai.

Ce registre interne gagnerait à être complété avec le numéro de bon de pesée du pont-basculé, pour assurer une meilleure traçabilité.

L'équipe d'inspection constate par ailleurs que le plan topographique permettant de localiser les zones de remblais (numérotation G5, etc) est uniquement affiché sur un mur sous forme de feuille volante. Il est également nécessaire d'en conserver une copie dans le classeur avec le registre interne.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Nouveau piézomètre aval suite à destruction de l'ancien ouvrage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/09/2003, article 10

Thème(s) : Autre, Piézomètres

Prescription contrôlée :

Art. 10 de l'arrêté ministériel du 11 septembre 2003

Dans un délai de deux mois maximum suivant la fin des travaux, le déclarant communique au préfet, en deux exemplaires, un rapport de fin des travaux comprenant :

- le déroulement général du chantier : dates des différentes opérations et difficultés et anomalies éventuellement rencontrées ;
- le nombre des sondages, forages, puits, ouvrages souterrains effectivement réalisés, en indiquant pour chacun d'eux s'ils sont ou non conservés pour la surveillance ou le prélèvement d'eaux souterraines, leur localisation précise sur un fond de carte IGN au 1/25 000, les références cadastrales de la ou les parcelles sur lesquelles ils sont implantés et, pour ceux conservés pour la surveillance des eaux souterraines ou pour effectuer un prélèvement de plus de 80 m³/h, leurs coordonnées géographiques (en Lambert II étendu), la cote de la tête du puits, forage ou ouvrage par référence au nivellement de la France et le code national BSS (Banque du sous-sol) attribué par le service géologique régional du Bureau de recherche géologique et minière (BRGM) ;
- pour chaque forage, puits, sondage, ouvrage souterrain : la coupe géologique avec indication du ou des niveaux des nappes rencontrées et la coupe technique de l'installation précisant les caractéristiques des équipements, notamment les diamètres et la nature des cuvelages ou tubages, accompagnée des conditions de réalisation (méthode et matériaux utilisés lors de la foration, volume des cimentations, profondeurs atteintes, développement effectués ...) ;
- les modalités d'équipement des ouvrages conservés pour la surveillance ou le prélèvement et le compte rendu des travaux de comblement, tel que prévu à l'article 13 pour ceux qui sont abandonnés ;
- le résultat des pompages d'essais, leur interprétation et l'évaluation de l'incidence de ces pompages sur la ressource en eau souterraine et sur les ouvrages voisins suivis conformément à l'article 9 ;
- les résultats des analyses d'eau effectuées le cas échéant.

Lorsque l'eau dont le prélèvement est envisagé est destinée à la consommation humaine, seules sont à fournir au titre du présent arrêté les informations relatives aux sondages de reconnaissance préalable, les prescriptions relatives à l'exécution et à l'équipement de l'ouvrage définitif étant fixées par l'arrêté individuel d'autorisation de prélèvement.

Article L411-1 du code minier

Toute personne exécutant un sondage, un ouvrage souterrain, un travail de fouille, quel qu'en soit l'objet, dont la profondeur dépasse dix mètres au-dessous de la surface du sol, doit déposer une déclaration préalable auprès de l'autorité administrative compétente.

Constats :

L'exploitant indique avoir réalisé un nouveau piézomètre aval en 2025 dans la fosse, étant donné que le précédent piézomètre aval (dénommé Pz3 dans l'étude BURGEAP du 22/04/2015) a été détruit fin 2024 ou début 2025 à la suite d'un glissement de terres de remblais lors d'un épisode de fortes précipitations.

L'exploitant n'a pas en capacité de présenter à l'équipe d'inspection le rapport de fin de travaux requis à l'article 10 de l'arrêté ministériel du 11 septembre 2003 ni le numéro BSS attribué à ce piézomètre et donnant acte de la déclaration au titre de l'article L411-1 du code minier.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant de communiquer pour le nouvel ouvrage piézométrique foré en 2025 :

- le numéro BSS (Banque de données du sous-sol), permettant d'acter la déclaration au titre de l'article L411-1 du code minier,
- le rapport de fin de travaux requis au titre de l'article 10 de l'arrêté ministériel du 11 septembre 2003, présentant notamment la coupe géologique de l'ouvrage piézométrique.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois